L'ANICT tient sa 35e session ordinaire : Un bilan marqué par des investissements structurants pour les collectivités

MALI

1838

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 02 SEPTEMBRE 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Népotisme et autoritarisme (suite)

La mainmise controversée de la ministre Madina sur le Fonds d'Entretien Routier



Centre du Mali : Le maire de Dogofry assassiné



Mali Sogo : Un label pour valoriser la viande rouge malienne


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Népotisme et autoritarisme (suite) : La mainmise controversée de la ministre Madina sur le Fonds d'Entretien Routier — **P.4**

Brèves /

Centre du Mali : Le maire de Dogofry assassiné — **P.9**
Région de Kayes : Le couvre-feu prolongé d'un mois — **P.9**
Niger : Les FDS mènent une série d'opérations contres des terroristes — **P.10**
Mali : Les énergies renouvelables transforment la vie des commerçants — **P.10**

Actualité /

Mali Sogo : Un label pour valoriser la viande rouge malienne — **P.12**
Écoles catholiques de bamako : Plus de 5000 élèves dans l'incertitude — **P.14**

Politique /

L'ANICT tient sa 35e session ordinaire : Un bilan marqué par des investissements structurants pour les collectivités — **P.17**
Politique : L'inéluctable recomposition — **P.19**

Culture & société /

Bamako.ai : La 3ème édition sur le thème des Intelligences Artificielles au service des Soins Radicaux — **P.22**

International /

Air Liquide dépossédé : Poutine place ses filiales russes sous tutelle — **P.23**
Guinée : Une campagne référendaire sous haute tension, sans opposition ni liberté de presse — **P.24**

Sport /

Éliminatoires Mondial 2026 : La liste de Tom Saintfiet sans Hamari et Bissouma — **P.26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Népotisme et autoritarisme (suite)

La mainmise controversée de la ministre Madina sur le Fonds d'Entretien Routier

Les révélations autour de la gestion du Fonds d'Entretien Routier du Mali (FER) continuent de susciter l'indignation et d'alimenter les débats sur la gouvernance publique. Après les premières accusations de népotisme et d'autoritarisme visant la ministre Dembélé Madina Sissoko, de nouvelles informations viennent renforcer l'image d'un établissement public instrumentalisé et affaibli par des pratiques contestées.

Plusieurs agents du FER dénoncent la remise en cause systématique de leurs droits acquis. Le cas le plus marquant reste celui des agents de catégorie B mis à la retraite forcée à 58 ans, un âge normalement applicable uniquement aux agents de la catégorie C (chauffeurs, gardiens, plantons). D'autres agents ont été écartés pour des motifs qualifiés d'« imaginaires », tels que des abandons de poste sans preuves ou de simples altercations avec leurs supérieurs.

Les décisions de justice rendues en faveur de ces travailleurs n'ont pas été appliquées, illustrant, selon eux, un mépris total pour l'État de droit. « Tout se règle par coups de téléphone », confie un syndicaliste, évoquant les interventions répétées de la ministre auprès de l'inspection du Travail, de juges, et même de hauts responsables pour imposer ses choix.

L'un des griefs les plus sensibles concerne la suppression des heures supplémentaires, un acquis social prévu par l'accord d'établissement et par le Code du travail. Depuis 2022, le FER appliquait un système forfaitaire qui permettait aux agents des postes de péage, souvent mobilisés la nuit, les jours fériés et les week-ends, de bénéficier d'une rémunération compensatoire.

Mais depuis janvier 2025, cette disposition a été brutalement annulée par la direction, au motif qu'elle n'aurait « pas de base juridique ». Une décision prise, selon des sources internes, en « bonne intelligence » avec la ministre Madina Sissoko, accusée de vouloir asphyxier le service au profit d'intérêts obscurs.

Les critiques portent aussi sur la gestion des marchés publics. L'exemple le plus cité est

celui d'un investissement de plus de 250 millions de FCFA dans l'énergie solaire, destiné à la direction générale et à deux postes de péage. Malgré ce coût exorbitant, le système reste défaillant, plongeant régulièrement les installations dans le noir. Des indiscrétions affirment qu'une partie des équipements aurait été détournée au bénéfice d'un domaine agricole appartenant à la ministre.

Par ailleurs, plusieurs sources pointent du doigt un patrimoine immobilier grandissant attribué à Mme Sissoko et à ses proches :

- 20 hectares de champs clôturés près de Sirakorola (région de Koulikoro) ;
- Un immeuble duplexe en chantier à Kobalakoura, prévu pour un complexe scolaire ou universitaire ;
- Deux villas à Ségou, respectivement à Sebougou et à Sido Soninkoura, non loin de l'échangeur.

Ces acquisitions alimentent les soupçons d'enrichissement illicite, appelant les organes de contrôle à se saisir du dossier.

Le climat de répression interne est également dénoncé. Une vingtaine d'agents de péage, dont trois femmes, croupissent actuellement en prison, accusés d'avoir utilisé une clé USB parallèle pour détourner des recettes. Avant leur transfert au pôle économique, ces agents ont été détenus plus d'une semaine à la Sécurité d'État – une procédure jugée disproportionnée pour une affaire dont le préjudice financier n'a même pas pu être clairement établi.

« Ici, tout est décidé par la ministre. Elle se vante de pouvoir compter sur ses relais au sommet de l'État, notamment au sein de la Sécurité, pour faire plier quiconque ose s'opposer », confie un cadre du département.

Ces révélations posent une nouvelle fois la question de la gouvernance des établissements publics à caractère administratif (EPA) au Mali. Le FER, censé être un instrument stratégique pour l'entretien et la modernisation des infrastructures routières, semble aujourd'hui affaibli par des pratiques opaques, des conflits d'intérêts et des pressions politiques.

Des voix s'élèvent pour réclamer une enquête indépendante sur la gestion du fonds et sur le rôle de la ministre dans ses dysfonctionnements. « Il est temps que l'État prouve que la redevabilité n'est pas un slogan, mais une réalité », lance un représentant de la société civile.

Moctar Sow



Daouda Bakary Kone



Vraiment, la soi-disante Coach parle deh..ekié on peut être suffisante verbalement comme ça...Anka sabali ka sagamouya doniisaa...

On parle de la corruption et des fonctionnaires fictifs dont l'incidence financière avoisine les 48,28 milliards de FCFA, mais ils viennent me parler du bilan de la transition. Sais-tu que la corruption peut même anéantir un bon bilan présidentiel ? Je n'aime pas les idiots wallaye. Ça gâte coeur.

Mali: l'État doit mettre en place un autre plan de sécurisation spécial pour les Mines, les Usines et autres industries publiques et privées. Les terroristes ont changé de stratégie. Sachant qu'ils ont échoué, ils ont systématiquement adopté une posture de guère économique avec l'appui de la France impériale et ses suppôts occidentaux. A verser sur le dossier sécuritaire. Allah ka Mali dèmé.

Igoumo Dramane



ECOLE DE GUERRE DU MALI: Sortie solennelle de la 4ème promotion.
Sous un ciel radieux et dans une atmosphère de solennité et de fierté nationale, l'Ecole de Guerre du Mali (EGM) a célébré ce jeudi 28 août 2025, la sortie de sa 4ème promotion, composée des ressortissants de l'espace AES.
Ⓓà la une



Étudiants maliens



Kô Chérif d Nioro est furieux,parceque l terros sont partis avec ses animaux.Maintenant,il a compris ke cv pas

Kô Chérif d Nioro est furieux,parceque l terros sont partis avec ses animaux.Maintenant,il a compris ke cv pas

Alou Badra Haîdara



Union Nationale des Anciens Footballeurs du Mali (Unafam) : Cheick Diallo succède à Moctar Sow...
C'était à l'issue d'une Assemblée générale tenue, hier samedi 30 août 2025, à l'hôtel Millennium en présence des anciens Footballeurs...Dans les jours à venir, le nouveau président dévoilera la liste des membres de son bureau.
Notons que Cheick Fantamady Diallo fut un grand joueur de foot de Mopti à Bamako. Il a également occupé plusieurs postes en tant que entraîneur et dirigeant sportif..



Nouhoum Koné



Lutte contre la pauvreté le Mali fait 25millions d'habitants,
il suffit d'enlever 25 millions dans la caisse et chacun a 1million.
Il Faut recalculer je viens juste de me réveiller

Solo Diarra



La plume de Choguel traverse la Transition du Mali,
gravant la vérité, protégeant la mémoire et illuminant la dignité du peuple

Bacary Camara



Le temps qui passe.
SADIO LAMINE SOW, Ancien conseiller special de Blaise Compaore, ex-Ministre d'Etat.
Une compétence éblouissante et un riche carnet d'adresses à l'in-

ternational
Natif de la cité des Rails, le Diplomate SADIO LAMINE SOW est une personnalité malienne très connue et respectée à l'international particulièrement dans la sous-région Ouest-Africaine. Il appartient à ce cercle très restreint et fermé de ce que l'on nomme pudiquement dans le jargon diplomatique de « diplomate de l'ombre », à cause surtout de sa proximité un peu trop étroite avec les puissants du jour, c'est-à dire plusieurs chefs d'Etat du continent, dont les ballets diplomatiques ont longtemps rythmé les couloirs et autres salons huppés et feutrés du capitaine Blaise Compaoré, président du Faso renversé, comme vous le savez, C'est ce président du Faso, Blaise Compaoré qu'il a servi avec courage, intelligence et loyauté, en sa qualité de conseiller spécial pendant au moins une vingtaine d'années, sans que son nom ne soit mêlé ni de près, ni de loin aux affaires purement nationales du Burkina-Faso..
Intellectuel discret, racé, au langage très policé, SADIO LAMINE SOW était avant cette prodigieuse « randonnée »au pays des hommes intègres, ce sobre et élégant journaliste au service du célèbre hebdomadaire Africain, « Jeune Afrique », qu'il a intégré le même jour, que le français François Soudan qui devint par la suite, l'une de ses grandes plumes à l'échelle internationale.
A chacun son destin!.
Après la chute du Président ATT,et à cause surtout du caractère éminemment particulier de la situation socio-politico-militaire de l'époque, il fut nommé le 17 Avril 2012, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération étrangère, un poste prestigieux qui faisait également de lui le numéro deux du Gouvernement de mission dirigé par le premier ministre Cheick Modibo Diarra. Si ce talentueux négociateur a accepté cette lourde et exaltante charge, c'était pour secourir sa « patrie en danger », afin de mettre sa riche expérience acquise auprès de Blaise Compaoré et dont la pays fut pendant plusieurs années l'incontournable « plaque tournante » de plusieurs personnalités politiques importantes de la sous-région.
SADIO LAMINE SOW a aussi connu une vie militante et syndicale bien



remplie, ainsi qu'une vie administrative pleine et réussie, même si certains « esprits chagrins et grincheux » lui ont souvent reproché de n'avoir travaillé qu'à l'extérieur de son pays. Un vrai-faux procès quant on sait que les sommes faramineuses d'argent collectées et rapatriées au pays, par les maliens de la diaspora constituent aujourd'hui une manne extrêmement importante et inestimable pour l'économie malienne.
B.CAMARA/Le Phénix

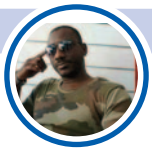
Abdoul Dembele



La CAN avant la CAN :
Destination Maroc pour une immersion dans les grandes villes du royaume chérifien qui accueilleront cette grande fête du football africain.
#Futurmediaintiative



AMARA Bathily Page



POURQUOI LES TERROS SE PROMENENT TRANQUILLEMENT PARTOUT?
où sont nos drones, hélicoptères, avions de chasse et autres?

AMCHAM-Mali

Sous le signe du dialogue et de la coopération, AmCham Mali a eu l'honneur d'accueillir John (JT) Tomaszewski, en mission au Mali au nom du Sénateur Jim Risch (R-Idaho), Président du Comité des Relations

Étrangères du Sénat américain.
Ce dîner exclusif, marqué par la présence de Madame Rachna Korhonen, Ambassadeur des États-Unis au Mali et de Colonel Dr Oumou Sanogo, Présidente du Groupe d'Amitié Mali–US et membre du Conseil National de la Transition, a rassemblé des leaders influents du secteur privé malien — des mines à l'agrobusiness, en passant par la finance et l'immobilier. Ensemble, ils ont exploré de nouvelles perspectives de collaboration pour dynamiser les relations économiques et commerciales entre le Mali et les États-Unis.
Au-delà d'une simple rencontre, cette soirée illustre l'intérêt stratégique des États-Unis pour le dynamisme du secteur privé malien et le potentiel de notre marché, tout en soulignant le rôle d'AmCham Mali comme plateforme clé pour favoriser et accompagner ces partenariats économiques.
Nos remerciements vont à l'Ambassade des Etats-Unis au Mali, Golden Life American Hospital (sponsor officiel), Resolute Mining / SOMISY, ECOBANK, AFG Bank, UNHCR et SOMAGEP pour leur appui déterminant à la réussite de cet événement.



▪ RHHM

M3 Média Tv • 2 h •
#Orange_Mali : Le dossier des 151 travailleurs temporaires licenciés atterrit à la Cour d'appel de Bamako. Le dossier des travailleurs temporaires licenciés par Orange Mali est arrivé à la Cour d'appel de Bamako.
Il faut rappeler que le tribunal de travail de Bamako, s'était déclaré incompétent l'affaire. N'étant pas content, les travailleurs ont saisi la Cour d'appel de Bamako afin qu'elle se prononce sur le dossier. Le dossier a été enrôlé par la Cour d'appel pour l'audience du 30 septembre 2025. À noter qu'à cette date (30 septembre), les avocats d'Orange-Mali et des travailleurs échangeront leurs écritures (moyens de faits et de droits) et l'affaire sera mise en délibéré après quelques audiences de renvoi.
Il faut également rappeler que lesdits travailleurs et les bureaux de placement avaient demandé l'implication du Président de la Transition, Assimi Goïta, concernant leur dossier. C'était lors d'une conférence de presse, tenue le Samedi 02 Aout 2025, à la bourse du travail de Bamako, concernant leur licenciement, qu'ils jugent abusif. Ils estiment, en outre avoir confiance en la justice de leur pays.
Affaire à suivre...
Le Délibéré





▪ Awa Sylla



En 2018 deux villes m'ont fait pleurer.
Mopti où j'ai versé de chaudes larmes en rentrant au stade c'était juste waw.
Kayes avec feu Iba Ndiaye l'accueille tard dans la nuit malgré la pluie et le lendemain le stade. Comme on dit l'homme propose Dieu dispose. Merci à Feu mon papa Soumaila Cissé d'avoir existé et fait rêver toute l'Afrique.



Centre du Mali : Le maire de Dogofry assassiné



La commune de Dogofry est plongée dans une profonde tristesse suite à l'assassinat brutal de son maire, Modibo Kimbiri. Selon des sources locales, l'élu a été victime de lâches individus armés à environ 12 km de la commune, sur l'axe Diabaly-Dogofry. Cet incident tragique a secoué la région, laissant la communauté sous le choc et dans la peine.

L'attaque s'est déroulée dans une zone reculée située à 15 km de Farabougou, accentuant le sentiment d'insécurité qui règne dans la région. Les habitants de Dogofry et des environs sont profondément bouleversés par la perte de leur leader, un homme dévoué à sa communauté et engagé pour son développement.

À ce stade, les motivations derrière cet assassinat demeurent obscures et suscitent de nombreuses interrogations au sein de la population. Les autorités locales ont immédiatement lancé une enquête pour identifier les responsables de ce crime odieux et faire toute la lumière sur cette tragédie.

Modibo Kimbiri laisse derrière lui un héritage de dévouement et de service envers sa commune, un exemple de leadership et d'engagement pour ses concitoyens. Sa disparition laisse un vide immense au sein de la municipalité de Dogofry et plonge la région dans une profonde tristesse.

En ces moments de deuil et de consternation, la communauté locale se rassemble pour rendre hommage à Modibo Kimbiri et exprimer sa solidarité envers sa famille et ses proches. La mémoire de cet homme d'exception restera gravée dans les cœurs de tous ceux qu'il a touchés et inspirés.

L'ensemble de la région est aujourd'hui unie dans la douleur, condamnant fermement cet acte de violence insensé et appelant à ce que justice soit rendue pour que la paix et la sécurité puissent à nouveau régner sur la commune de Dogofry et ses alentours.

Fatou Sissoko

Région de Kayes : Le couvre-feu prolongé d'un mois



Le Général Moussa Soumaré, gouverneur de la région de Kayes, a annoncé la prolongation du couvre-feu pour une durée supplémentaire d'un mois, soit du dimanche 31 août au mardi 30 septembre 2025. Cette mesure vise à renforcer la sécurité dans la région en restreignant la circulation de minuit à 5 heures du matin.

Cette décision, motivée par les enjeux de sécurité locaux, a pour objectif de limiter les déplacements des habitants et des véhicules pendant la période nocturne. Toutefois, des exceptions ont été prévues pour les véhicules des forces de l'ordre et de sécurité, ainsi que pour les ambulances en mission, afin de garantir le bon déroulement des opérations essentielles.

Le Général Soumaré a tenu à saluer le courage des militaires maliens (FAMa) qui travaillent sans relâche pour assurer la sécurité des citoyens, ainsi que la résilience de la population locale qui fait face aux défis sécuritaires avec détermination. Cette prolongation du couvre-feu témoigne de l'engagement des autorités locales à protéger la population et à maintenir la stabilité dans la région de Kayes. Il est essentiel que chacun respecte scrupuleusement les mesures en place afin de préserver la sécurité de tous et de favoriser un environnement propice au développement et au bien-être des habitants.

Fatou Sissoko

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Niger : Les FDS mènent une série d'opérations contres des terroristes



Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Niger ont récemment remporté des victoires significatives dans leur lutte contre les groupes terroristes, grâce à une série d'opérations réussies menées entre le 23 et le 28 août dans l'ouest du pays. Ces opérations, menées dans le cadre des missions « Opération Niya » et « Opération Almahaou », ont permis de déjouer des embuscades, de neutraliser des engins explosifs improvisés et de démanteler un centre de stockage appartenant aux terroristes.

Le 23 août, lors d'une patrouille entre les localités de Say et Tamou, les forces armées ont découvert trois engins explosifs dissimulés près d'Illa Fari. Une équipe d'ingénieurs militaires est rapidement intervenue pour les désamorcer en toute sécurité, évitant ainsi des pertes humaines et permettant aux troupes de poursuivre leurs missions en toute sérénité.

Cinq jours plus tard, le 28 août, une attaque ciblée a été lancée par les forces armées dans la région de CFA Moussa. Cette opération a permis de neutraliser huit terroristes et de saisir du matériel terroriste, dont deux fusils AK-47, des motos et une importante quantité de carburant destinée à soutenir les groupes terroristes opérant dans la région. Cette action a sérieusement perturbé les chaînes d'approvisionnement des terroristes, limitant leur capacité à mener des attaques.

Dans le nord de Tillabéri, dans le cadre de l'« Opération Almahaou », les FDS ont une nouvelle fois démontré leur efficacité en déjouant une embuscade tendue par des terroristes sur la route reliant Kandaji à Ayorou le 27 août. Les forces armées ont réussi à contrer cette attaque sans subir de pertes humaines, et ont par la suite arrêté quatre suspects impliqués dans la préparation de l'embuscade.

Les autorités nigériennes continuent de déployer tous les moyens nécessaires pour lutter contre les attaques terroristes et affirment que ces opérations ont affaibli les terroristes, réduit leur liberté de mouvement et perturbé leurs chaînes d'approvisionnement dans l'ouest du pays. Malgré les défis persistants, le gouvernement nigérien reste engagé à éradiquer cette menace pour assurer la sécurité et la stabilité du pays.

Arouna Sidibé

Mali : Les énergies renouvelables transforment la vie des commerçants



Depuis la transition, le Mali connaît une transformation majeure dans le secteur de l'électricité, avec un accent particulier mis sur le renforcement de la production, de la distribution et de l'accès à l'énergie, notamment à travers les énergies renouvelables. Cette évolution a un impact significatif sur la vie quotidienne des commerçants maliens, en particulier ceux du marché de Médina Coura à Bamako.

Mamadou, vendeur de poisson au marché de Médina Coura, témoigne des défis auxquels il était confronté avant les récentes améliorations dans la desserte électrique. Les coupures fréquentes le mettaient dans une situation précaire, affectant la qualité de ses produits, ses revenus et la satisfaction de sa clientèle. Grâce à la stabilité accrue de l'alimentation électrique, Mamadou peut désormais conserver son poisson frais plus longtemps, travailler de manière plus efficace et fidéliser sa clientèle.

De même, Boubacar, tailleur installé à ATTbougou Bamako, se souvient des heures perdues et des difficultés rencontrées en raison des coupures d'électricité. Avant les améliorations, son activité était fortement perturbée, entraînant des retards, des insatisfactions clients et des contraintes de production lors des périodes de forte demande. Aujourd'hui, la régularité de l'alimentation électrique lui permet de travailler de manière ininterrompue, d'améliorer son efficacité et sa productivité, et de satisfaire pleinement sa clientèle.

Cette stabilité énergétique a non seulement transformé la vie professionnelle de ces commerçants, mais a également ouvert de nouvelles opportunités. Boubacar a pu embaucher un apprenti et envisage d'agrandir son atelier, témoignant ainsi de l'impact positif des récentes avancées dans le secteur de l'électricité sur l'économie locale et sur le bien-être des travailleurs indépendants au Mali.

Les témoignages de Mamadou et Boubacar illustrent comment les énergies renouvelables et l'amélioration de l'accès à l'électricité transforment la réalité des commerçants maliens, en leur offrant plus de stabilité, d'efficacité et de perspectives d'avenir. Ces initiatives sont essentielles pour soutenir le développement économique et social du Mali et améliorer la qualité de vie de sa population.

Moussa Diarra

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Mali Sogo : Un label pour valoriser la viande rouge malienne



La salle de réunion du Ministère de l'Élevage et de la Pêche a accueilli, le mercredi 27 août 2025, un double événement qui fera date dans l'histoire du monde rural et pastoral du Mali. Sous la présidence du ministre Youba BA, s'est tenue la cérémonie officielle de remise du certificat d'enregistrement du label de la viande rouge du Mali, baptisé « Mali Sogo », et la présentation de deux ouvrages techniques de référence en santé animale. Cette rencontre a rassemblé un large éventail d'acteurs de la filière bétail-viande, d'experts, de partenaires techniques et financiers, ainsi que de responsables institutionnels, dont le président de l'Interprofession, M. Mahamadou Diallo.

Selon M. Diallo, l'enregistrement du label est l'aboutissement de deux années de travail. Plusieurs étapes ont marqué ce parcours : une étude de faisabilité, des campagnes de sensibilisation dans les régions de Kayes, Koulikoro et Bamako, la création d'un logo et d'un règlement d'usage, la validation par le Comité Interministériel de Gestion des Marques Col-

lectives (CIGMAC-Mali), avant l'enregistrement définitif auprès de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI). Pour lui, la reconnaissance de « Mali Sogo » ouvre une ère nouvelle dans la promotion de la viande malienne sur les marchés nationaux et internationaux.

Dans son allocution, le ministre Youba BA a salué l'engagement de l'Interprofession et l'appui du projet PACAO-Mali. Il a rappelé que la filière bétail-viande occupe une place stratégique : plus de 30 % des populations rurales vivent exclusivement de l'élevage, qui constitue le troisième produit d'exportation après l'or et le coton, avec une contribution estimée à 19 % du PIB.

« En choisissant de valoriser cette filière à travers un label, nous voulons produire une viande conforme aux standards internationaux, tout en faisant de ce secteur un levier de réduction de la pauvreté, de sécurité alimentaire et d'entrepreneuriat pour les jeunes », a-t-il affirmé.

Le ministre a toutefois souligné les défis qui persistent : accroître la productivité grâce à une meilleure alimentation et une santé animale renforcée, développer des abattoirs modernes et des industries de transformation, améliorer l'accessibilité de la viande pour toutes les couches sociales, et renforcer la compétitivité de la viande malienne sur les marchés régionaux comme le Sénégal ou le Maghreb.

Le label « Mali Sogo » apparaît ainsi comme une garantie de qualité, de traçabilité et de confiance, à même de stimuler l'exportation et d'accroître la notoriété de la viande malienne.

Pour concrétiser cette vision, le ministre a annoncé plusieurs priorités : la construction d'abattoirs modernes à Bamako et dans les capitales régionales, la promotion de l'embouche bovine et ovine, l'intensification des cultures fourragères, le recours à l'insémination artificielle, ainsi que la réhabilitation des infrastructures de transformation des cuirs et peaux.

La cérémonie a également été l'occasion de présenter deux ouvrages techniques : « Guide technique et économique du poulet de chair », destiné aux promoteurs avicoles, et « Manuel d'alimentation animale : exercices corrigés », un outil pédagogique pour les écoles agropastorales. Ces publications, selon le ministre, contribueront à professionnaliser davantage les acteurs du secteur.

La date du 27 août 2025 restera gravée comme celle de la reconnaissance officielle de la viande rouge malienne. Avec le label « Mali Sogo », le Mali franchit un pas décisif vers la modernisation et la compétitivité de sa filière bétail-viande. Cette avancée illustre la détermination des autorités à transformer les défis structurels en opportunités de développement économique et social, au bénéfice du monde rural et de l'ensemble de la nation.

Yacouba Ongoiba



Écoles catholiques de bamako : Plus de 5000 élèves dans l'incertitude

La dénonciation par le gouvernement de Transition de la convention qui liait depuis plus d'un demi-siècle l'Etat malien et l'église catholique vient de produire un choc d'ampleur nationale.



L'archidiocèse de Bamako a annoncé la fermeture, pour toute l'année scolaire à venir, de douze établissements privés catholiques. Parmi eux figurent des références historiques du paysage éducatif malien : le lycée Prosper Kamara, le lycée Notre Dame du Niger et le lycée Pie XII de Koulikoro.

Ces trois établissements, à eux seuls, accueillaient plus de 5000 élèves. Leur transfert vers le système public devient désormais un casse-tête pour un État qui peine déjà à absorber la pression démographique et les déficits structurels de son école.

Pour l'année scolaire 2024-2025, ces trois établissements, rien que pour le bac, ont présenté 1209 candidats sur lesquels près de 60% ont été admis.

Créées pour la plupart dans les premières décennies de l'indépendance, ces écoles catholiques se sont imposées comme des bastions de qualité académique et de rigueur éducative. Leur réputation dépassait largement les cercles chrétiens : des générations entières de cadres de l'administration, de leaders politiques et d'intellectuels maliens ont été formés entre leurs murs. Plus de 80% des enseignants de ces établissements ne sont pas de confession catholique et plus de 90% des élèves ne le sont pas.

En fermant leurs portes, même temporairement, faute d'alternative, l'Église catholique ne tourne pas seulement une page d'histoire. Elle interpelle aussi sur l'avenir d'un partenariat éducatif qui avait, jusqu'ici, montré sa résilience malgré les crises successives traversées par le Mali.

Le ministère de l'Éducation nationale se retrouve avec la responsabilité immédiate de scolariser des milliers d'enfants supplémentaires. Or, les infrastructures publiques sont déjà saturées : classes pléthoriques, déficit d'enseignants qualifiés, manque criant de matériel didactique. L'arrivée soudaine de ces élèves pourrait accentuer l'effritement de la qualité de l'enseignement.



Au-delà du défi logistique, la décision gouvernementale soulève un débat politique et social : fallait-il rompre de manière unilatérale une convention qui, bien qu'ancienne, avait permis une coexistence harmonieuse entre l'État laïc et une institution religieuse investie dans l'éducation ?

L'affaire ne se résume pas à un bras de fer technique. Elle traduit aussi un climat de méfiance grandissant entre les autorités de Transition et certains corps intermédiaires, dont l'Église catholique. Pour de nombreux parents, cette fermeture résonne comme une sanction collective infligée aux familles et aux enfants, pris en otage d'un différend institutionnel.



En toile de fond, c'est la question de la place des acteurs religieux dans l'espace public qui est reposée. Dans un pays où les écoles catholiques complètent l'offre éducative nationale, l'enjeu dépasse le seul cas de Bamako.

Si l'archidiocèse a annoncé une fermeture « pour une année scolaire », les observateurs ne comprennent pas la sortie tardive des syndicats d'enseignants, qui, au lieu de s'en prendre à l'Etat pour sa défaillance, ont, dans un premier temps, tenté de se défausser sur l'Eglise qui, depuis des mois, s'échine à suppléer l'Etat, en payant des salaires sans augmenter les scolarités.

Pour l'État comme pour l'Église, la balle est désormais dans le camp du dialogue. Mais en attendant, ce sont les élèves, leurs parents et les enseignants qui paient le prix fort.

Alexis Kalambry
SOURCE : MALI TRIBUNE

OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

L'ANICT tient sa 35è session ordinaire : Un bilan marqué par des investissements structurants pour les collectivités



Le Premier ministre, ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présidé, ce matin au Centre de formation des collectivités territoriales de Bamako, les travaux de la 35 session ordinaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale d'investissement des collectivités (ANICT).

Cette rencontre statutaire a permis d'examiner plusieurs documents stratégiques : les états financiers arrêtés au 31 décembre 2023, le rapport annuel d'exécution technique et financière du Fonds national d'appui aux collectivités pour l'année 2024, ainsi que le rapport d'étape sur la mise en œuvre du plan de travail et de son budget annuel 2025.

Les administrateurs ont noté que sur les 71 activités programmées, 58 ont connu un début d'exécution. Ces chiffres traduisent une dynamique positive, en ligne avec les ambitions du Gouvernement de la Transition et particulièrement l'Axe 3 du Programme d'action 2025/2026, qui met l'accent sur le développement local et la décentralisation effective.

Le Premier ministre a souligné que ces résultats témoignent non seulement de la bonne gouvernance de l'ANICT, mais aussi de la volonté ferme des autorités de rapprocher l'administration des citoyens par des réalisations tangibles.

Parmi les actions phares mises en exergue lors de cette session figurent plusieurs projets structurants qui renforcent l'attractivité économique et sociale de nombreuses localités :

- La réalisation du marché moderne de Bla, pour un montant de 750 millions de FCFA ;
- La pose de la première pierre du marché de Parana, dans la région de San, pour 815 millions de FCFA ;



• La construction en cours d'un marché à Barouéli, d'une valeur de 775 millions de FCFA ;
• La construction de deux centres de santé communautaires (CSCOM) à Kassela et Tabakoro, dans la région de Koulikoro, pour un montant global de 300 millions de FCFA ;
• La construction de la gare routière de Diéma, financée à hauteur de 1,242 milliard de FCFA ;
• La construction du marché de Yélimané, dont le coût s'élève à 726,8 millions de FCFA.

Ces investissements ciblés contribuent à dynamiser l'économie locale, à faciliter les échanges commerciaux, mais aussi à améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base.

Dans son intervention, le Général de Division Abdoulaye Maïga a insisté sur l'importance de ces projets pour le bien-être des Maliens. « Ces investissements contribuent incontestablement à améliorer les conditions de vie de nos concitoyens, en milieux urbain et rural, et témoignent de la volonté constante des hautes autorités d'offrir à chaque Malien un cadre de vie digne et fonctionnel », a-t-il déclaré.

Pour le chef du Gouvernement, le rôle de l'ANICT demeure central dans la concrétisation de la politique nationale de décentralisation et de développement local. L'institution doit continuer à être un partenaire privilégié des collectivités pour la mise en œuvre de projets structurants.

Les administrateurs, en adoptant les différents rapports présentés, ont réaffirmé leur engagement à consolider les acquis et à veiller à la bonne utilisation des ressources financières mises à disposition. Le Premier ministre a, de son côté, exhorté à davantage de rigueur dans l'exécution des projets afin de répondre aux attentes des populations.

La 35 session ordinaire du Conseil d'administration de l'ANICT marque ainsi une étape décisive dans la dynamique de modernisation des infrastructures locales et d'amélioration du cadre de vie des citoyens. Elle illustre la volonté des autorités de faire de la décentralisation un véritable moteur de développement équilibré et inclusif pour le Mali.

Yacouba Ongoiba



Politique : L'inéluctable recomposition

Cela fait cinq bonnes années que le Mali vit sous un régime de transition. En effet, depuis le renversement du régime d'Ibrahim Boubacar Kéita en août 2020, le pays est dirigé par un collège de militaires. Longtemps associés à la gestion de la chose publique, notamment depuis mars 1991 avec la chute du Général Moussa Traoré, les acteurs politiques semblent désormais être dans une longue traversée du désert. Cet état de fait changera inéluctablement le paysage politique. Ce que nous tenterons de démontrer dans cet article à travers trois facteurs.



S'il y a un élément qui participe à la recomposition du paysage politique, c'est bien le narratif utilisé pour qualifier le bilan de trente ans de démocratie. A tort ou à raison, dans les hautes sphères du pouvoir, nombreux sont ceux qui estiment que la déliquescence de l'armée, de l'école plus globalement de l'Etat est liée à la gestion faite par les acteurs politiques au cours des trente dernières années. D'où l'apparition du vocable "Mali Kura" qui signifie "le Nouveau Mali". Entendre par là que le temps de ces acteurs politiques est désormais révolu. Et le hic est que ce narratif a surtout été vehiculé par un certain Choguel Maiga, alors premier ministre et responsable politique de premier plan. S'il est vrai que ce dernier n'est pas de la même obédience politique que les acteurs du mouvement dé-



mocratique – en ce sens qu'il se réclame de Moussa Traoré – il faut dire qu'il fut ministre dans les gouvernements des présidents Amadou Toumani Touré et d'IBK.

Il aura donc contribué, peut-être sans le savoir, à sa propre mort politique ainsi que celle de ses camarades. En effet, Choguel qualifie les militaires ayant pris le pouvoir comme étant des "monai bo denw" en d'autres termes "les dignes fils ou encore ceux qui agissent véritablement pour le pays". En appliquant le principe de présupposition en analyse du discours, cela contraste avec les acteurs politiques. Au-delà des hauts responsables, ce narratif défavorable est repris par bon nombre des maliens qui pensent que les politiciens ont une grande responsabilité dans la tragédie que le Mali a connue. Plus qu'un narratif, cela aura des conséquences politiques.

Un narratif défavorable

Fort du narratif défavorable aux hommes politiques, les autorités de transition vont engager le processus de refondation de l'Etat. Cela commence par les "Assises Nationales de la Refondation de l'Etat" (ANR) en décembre 2021. Une des recommandations phare sera de réduire le nombre de partis politiques, de durcir les conditions de création d'une formation politique et de couper le financement public.

Il est important de souligner que bon nombre d'acteurs politiques étaient en phase avec cette recommandation. Mais la rupture entre les autorités de transition et la classe politique interviendra à l'issue de nouvelles consultations en avril et mai 2025. A l'issue de ces consultations–boycottées par la classe qui s'était réuni au sein de "l'Initiative des partis politiques pour la charte" et dirigée par Me Mountaga Tall, le décret sur la dissolution des partis politiques sera signé par le Général d'armée Assimi Goita après son adoption par le Conseil National de la Transition, l'organe législatif.

Au moment où nous rédigeons cet article, ce décret d'abrogation est attaqué en justice par un pool d'avocats avec à sa tête Me Mountaga Tall. Il appartient désormais à la cour constitutionnelle de trancher. Mais le temps de la justice n'est pas forcément le temps politique.

L'usure du temps

Le dernier facteur qui explique la recomposition à venir du paysage politique malien est l'usure du temps. En effet, comme nous l'avons évoqué plus haut, depuis la chute du régime de Moussa Traoré en 1991, une nouvelle génération est apparue sur la scène politique. Cette génération est appelée le mouvement démocratique. Pendant trente ans de démocratie pluraliste, ces acteurs ont partagé le pouvoir. Ce serait de la malhonnêteté intellectuelle d'affirmer que ce bilan est totalement négatif. Comme tous les pouvoirs, il y a eu des hauts et des bas mais le mouvement démocratique a un bilan qui est tout à fait défendable à bien des égards. Cependant, l'usure du temps s'accompagne de l'usure du pouvoir. Les populations ont souvent eu l'impression de devoir choisir à chaque consultation électorale entre les mêmes acteurs. En effet, certains noms ont marqué cette période, que l'on songe à Soumaïla Cissé, IBK, Soumeylou Boubèye Maiga, Mountaga Tall, Tiébilé Dramé... On remarquera d'ailleurs que parmi les noms cités, seul Mountaga Tall est en vie. C'est également cela l'usure du temps.

En définitive, nous affirmons que les cinq dernières années auront été le temps de la recomposition du paysage politique malien à travers les trois facteurs que nous venons de développer. Toutefois, il serait naïf de penser qu'on peut diriger un pays sans acteurs politiques. D'ailleurs les autorités de transition ont elles même souligné qu'une nouvelle charte des partis politiques sera mise en place conformément au texte et à l'esprit de la constitution du 22 juillet 2023 qui, comme celle de 1992, garantit le multipartisme.

Nous allons donc assister à une nouvelle génération d'hommes et de femmes politiques qui pour réussir devra tenir compte des erreurs commises par le passé. Pour finir, en paraphrasant Frantz Fanon : « Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, la remplir ou la trahir. »

Brehima Sidibé
Doctorant en Analyse du discours politique
SOURCE : MALI TRIBUNE

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Bamako.ai : La 3ème édition sur le thème des Intelligences Artificielles au service des Soins Radicaux



La troisième édition de Bamako.ai, un événement organisé par Kabakoo Academies, a débuté en grande pompe ce vendredi 29 août 2025 dans les nouveaux locaux de la communauté à Missabougou. Sous le thème "Intelligences Artificielles - Soins Radicaux", cette rencontre de trois jours promet d'être une source de découvertes et d'échanges autour de l'alliance entre l'intelligence artificielle et la sagesse traditionnelle pour le bien-être humain.

Le Dr Yanick Kemayou, co-fondateur de Kabakoo Academies, a souligné que "Bamako.ai" est un véritable "laboratoire d'innovations". L'objectif est de démontrer au public, aux partenaires et aux institutions le potentiel des connaissances traditionnelles et de la jeunesse malienne. Les sujets abordés lors de cette édition sont variés et passionnants, incluant la sono-thérapie, la construction de logements adaptés et les méthodes traditionnelles de conservation des aliments sans réfrigérateur.

Abdoul Kader Ky, directeur national de l'Économie numérique, a salué cette initiative comme étant "novatrice" et a encouragé les jeunes à explorer les différentes façons dont les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour impacter positivement la société.

Cette troisième édition de Bamako.ai s'annonce comme un événement incontournable pour tous ceux intéressés par les enjeux de l'intelligence artificielle, de l'innovation sociale et du développement durable. Elle offre une plateforme unique pour la rencontre entre tradition et modernité, entre savoirs ancestraux et technologies de pointe, dans le but de construire un avenir meilleur pour tous.

Fatou Sissoko

Air Liquide dépossédé : Poutine place ses filiales russes sous tutelle



Les autorités russes ont franchi une nouvelle étape dans la reprise en main des actifs occidentaux présents sur leur sol. Selon un décret signé vendredi par le président Vladimir Poutine, les filiales russes du groupe français Air Liquide ont été placées sous « gestion temporaire » de l'entreprise locale M-Logistika.

Ce transfert illustre la volonté affichée par Moscou depuis le début de la guerre en Ukraine : réduire l'influence économique des groupes occidentaux et renforcer le contrôle national sur les secteurs jugés stratégiques. Depuis 2022, plusieurs multinationales ont vu leurs actifs en Russie saisis, placés sous tutelle ou transférés à des opérateurs locaux, dans le cadre d'un climat de plus en plus hostile aux investisseurs étrangers.

Le groupe français de gaz industriels avait pourtant anticipé ce scénario. Dès septembre 2022, Air Liquide avait annoncé son intention de se désengager du marché russe, où il employait environ 720 salariés. Les activités russes représentaient alors moins de 1 % de son chiffre d'affaires mondial. Depuis cette date, elles ne sont plus consolidées dans les comptes du groupe et faisaient l'objet d'un processus de cession à des acteurs locaux.

L'entreprise explique aujourd'hui avoir « pris connaissance de la décision des autorités russes », précisant que cette mesure « entraîne de fait la prise de contrôle par l'État russe des actifs détenus par Air Liquide en Russie ». Tout en réaffirmant le caractère limité de son exposition économique au pays, le groupe ajoute qu'il « étudie toutes les voies d'action qui lui sont ouvertes ».

Ce nouvel épisode s'inscrit dans un contexte de pressions accrues exercées par le Kremlin sur les sociétés étrangères encore présentes. En mai dernier, Vladimir Poutine avait menacé d'« étrangler » les entreprises occidentales qui, selon lui, agiraient à l'encontre des intérêts russes. Il avait alors appelé à accélérer le développement de solutions locales, un message adressé aussi bien aux acteurs russes qu'aux groupes étrangers tentant de se maintenir dans le pays.

Depuis le début du conflit en Ukraine, plusieurs grands groupes européens et américains ont réduit, suspendu ou cédé leurs activités en Russie, sous la pression des sanctions internationales et du climat politique. Pour Moscou, le placement sous gestion temporaire permet de garantir la continuité des opérations tout en transférant progressivement le contrôle à des entités locales jugées loyales au pouvoir.

Si l'impact économique direct reste limité pour Air Liquide, dont l'essentiel des revenus provient d'Europe, d'Asie et des Amériques, la décision du Kremlin revêt une forte portée symbolique. Elle confirme la détermination des autorités russes à consolider leur souveraineté économique et à envoyer un message clair aux autres entreprises occidentales encore actives dans le pays.

En plaçant les filiales d'Air Liquide sous la gestion de M-Logistika, Moscou rappelle que la présence étrangère en Russie reste soumise à ses priorités politiques et stratégiques, quitte à s'écarter des règles internationales de protection des investissements.

Yacouba Ongoiba

Guinée : Une campagne référendaire sous haute tension, sans opposition ni liberté de presse



La Guinée s'apprête à ouvrir, dimanche 1er septembre, la campagne pour le référendum constitutionnel convoqué par le général Mamadi Doumbouya, chef de la junte au pouvoir depuis le coup d'État de 2021. Mais cette consultation, prévue le 21 septembre, se tiendra dans un climat de répression politique et d'étouffement des libertés publiques.

À quelques jours de l'ouverture de la campagne, les trois principaux partis d'opposition – dont le Rassemblement du peuple de Guinée (RPG), l'ancienne formation au pouvoir – ont été suspendus pour trois mois par la junte. Officiellement, ils sont accusés de ne pas avoir respecté leurs obligations légales, notamment l'interdiction de manifester ou de mener des activités de propagande politique.

Cette suspension s'ajoute à une longue série : depuis plusieurs mois, des dizaines de partis ont été suspendus ou dissous par les militaires au nom de l'« assainissement de l'échiquier politique ».

Dans ce contexte, l'opposition dénonce un processus électoral verrouillé, conçu pour permettre au général Doumbouya de confisquer

le pouvoir. Elle appelle à des manifestations à partir du 5 septembre, malgré l'interdiction formelle de tout rassemblement depuis 2022.

La répression touche également la presse. Le président de la Haute autorité de la communication (HAC), Boubacar Yacine Diallo, a averti les médias qu'ils ne doivent pas donner la parole aux partis suspendus ou dissous, sous peine d'« infraction ».

Cette décision réduit encore davantage le pluralisme et compromet le droit des électeurs à un débat contradictoire. Le président du Bloc libéral, Faya Millimouno, l'un des rares opposants encore actifs, a dénoncé une mesure « très grave », allant jusqu'à déclarer que la HAC devrait « observer une minute de silence à la mémoire de la liberté de presse qu'elle a contribué à tuer ».

Le référendum constitutionnel est présenté par la junte comme un retour à l'ordre constitutionnel. Pourtant, ses dispositions restent floues concernant une éventuelle candidature du général Doumbouya à une future présidentielle. Bien qu'il ait initialement promis de ne pas briguer le pouvoir, ses partisans multiplient les appels à sa candidature depuis 2022.

Le Forum des forces sociales de Guinée (FFSG), une coalition d'une quarantaine d'organisations de la société civile, réclame le report du scrutin. Il invoque « l'absence d'un fichier électoral certifié », le refus de l'opposition de se faire recenser et « l'absorption absolue » de l'organe électoral par le ministère de l'Administration territoriale.

Sous la pression de la communauté internationale, les militaires s'étaient engagés à organiser des élections d'ici fin 2024. Mais ce calendrier a été abandonné, alimentant les soupçons d'un maintien prolongé au pouvoir.

Une charte de transition adoptée après le coup d'État stipulait pourtant qu'aucun membre de la junte, du gouvernement ou des institutions de transition ne pouvait se présenter aux futures élections. L'adoption du projet de constitution pourrait lever cette interdiction, ouvrant la voie à une candidature du général Doumbouya.

Dans un pays marqué par des décennies de régimes autoritaires, l'organisation de ce référendum apparaît comme un tournant décisif. Mais faute de consensus politique, d'inclusion de l'opposition et de garanties démocratiques, le scrutin risque d'aggraver la crise politique et sociale plutôt que de l'apaiser.

Yacouba Ongoiba



Éliminatoires Mondial 2026 : La liste de Tom Saintfiet sans Hamari et Bissouma



La Fédération malienne de football a dévoilé aujourd'hui la liste des joueurs sélectionnés par l'entraîneur Tom Saintfiet pour les prochains matchs des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026. Les rencontres à venir verront le Mali affronter les Comores et le Ghana en septembre, lors des 7e et 8e journées de cette compétition.

Cette sélection de 25 joueurs est marquée par l'absence de certaines figures emblématiques telles que le capitaine Yves Bissouma et Hamari Traoré. En revanche, des joueurs clés tels que Djigui Diarra, Lassana Coulibaly et Aliou Dieng ont été retenus. On note également le retour de Mohamed Camara et de Néné Dorgelès parmi les convoqués.

La liste complète des joueurs sélectionnés se présente comme suit :

- **Gardiens (3)** : Djigui Diarra (Youg Africans), Ismaël Diarra Diawara (Sirius), Lassine Diarra (OL).
- **Défenseurs (9) :** Fodé Doucouré (Le Havre), Salim Diakité (Palerme), Sikou Niakaté (Braga), Ibrahim Cissé (Schalke 04), Mamadou Fofana (New-England Revolution), Moussa Diarra (Alavès), Ousmane Camara (Angers), Amadou Dante (FC Arouca), Cheick Oumar Konaté (Clermont).
- **Milieux (6) :** Lassana Coulibaly (Lecee), Mohamed Camara (Al Saad), Mamadou Sangaré (RC Lens), Aliou Dieng (Al Ahly), Mahamadou Doumbia (Antwerp FC), Kamory Doumbia (Stade Brestois).
- Attaquants (7) : Gaoussou Diarra (Feyenoord), Mamadou Camara (Laval), Moustapha Sangaré (Levski Sofia), Néné Dorgelès (Fenerbahçe), Mamadou Doumbia (Watford), Moussa Sylla (Schalke 04), Lassine Sinayoko (AJ Auxerre).

Les Aigles affronteront les Comores le 4 septembre au Maroc, puis le Ghana le 8 septembre à Accra. Actuellement quatrième du groupe I avec 9 points après six journées, le Mali devra redoubler d'efforts pour se rapprocher du leader ghanéen et continuer sa course vers la qualification pour la Coupe du Monde 2026.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Les remises en questions sont indispensables, aujourd'hui. Vous aurez raison de prendre beaucoup de recul, ménagez-vous cet espace. Vous en faites trop pour les autres, accordez-vous des pauses rien que pour vous et pour vous relaxer. Aujourd'hui, c'est avec tact, patience, réalisme et compréhension que vous allez agir et communiquer pour améliorer vos relations et faire passer vos messages. Votre attitude va porter ces fruits. Vous serez content du résultat. Que demander de plus !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous aurez raison de ne pas vous prendre au sérieux aujourd'hui, suivez le mouvement de votre entourage. Vous auriez bien besoin de vous donner du temps pour vous délasser en profondeur, avant que le stress ne gagne la partie.
Vous vivrez des contacts étonnamment agréables qui vous ouvrent des perspectives de vie très bénéfiques. Vous serez servi en matière d'échanges enrichissants. La journée est propice aux alliances en tous genres et aux associations.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est le moment de prendre d'importantes décisions pour votre avenir professionnel. Certaines personnes demandent votre attention et vous racontent leurs problèmes de couple : ne les évitez pas mais ne prenez jamais parti, quelle que soit votre opinion. Vous vous éparpillez un peu dans tous les sens. Vous avez besoin d'évacuer les tensions accumulées ces derniers jours. Ne pas vous ennuyez est votre objectif du jour. Un brin égoïste vous ne prêtez pas attention aux personnes qui vous entourent.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous n'hésiterez pas à dire vos 4 vérités à ceux qui vous mettent en doute par jalousie... Ne prenez pas au pied de la lettre les conseils qui ne vous sont pas adaptés. Mettez-vous à l'écoute de votre corps et de ses besoins.
La journée se veut dynamique et socialement intéressante. Vous allez pouvoir exposer vos idées, prendre des initiatives, compter sur l'approbation de votre entourage ou vous investir dans un nouveau projet. Quoi qu'il en soit vous disposez de tous les atouts utiles pour remporter de belles satisfactions.

Lion (22 juillet - 23 août)

Ne discutaillez pas sur des détails sans importance. Allez donc à l'essentiel. La bienveillance de la Lune vous incite à l'évasion mentale, qui vient apaiser votre agitation intérieure, détendez-vous.
Le climat du moment vous invite à être dynamique et entreprenant. Ces bons aspects vous conviennent parfaitement pour agir, vous exprimer, mettre vos idées au grand jour, prendre une décision et aller au-devant des autres.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est une journée très active et elle peut devenir aussi très rentable. Si vous vous disputez avec quelqu'un, réfléchissez un instant et demandez-vous si ce n'est pas parce que vous voulez suivre un chemin qui ne vous convient pas.
Un réaménagement de votre cadre de travail ou de votre image sociale devient utile. C'est un bon moment pour poser les bases de vos prochaines responsabilités, en réfléchissant le calme et, pourquoi pas, en demandant conseil à un aîné.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous serez aujourd'hui plus impulsif et électrique que d'habitude... Évitez les sports extrêmes et les débats houleux ! Vous devrez fuir les excès en tous genres. Il est temps de vous prendre en main avant de d'être totalement épuisé. Rien ne pourra venir entacher votre belle humeur. Votre courage vous met sur une bonne voie pour votre avenir. De plus, vous vous sentez pleinement confiant et à l'aise pour aller au-devant des autres, discuter librement et consolider les liens.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous ne mettrez pas de gants pour dire ce que vous pensez, c'est une mise au point qui est bénéfique avec vos proches. Vous allez devoir puiser dans vos ressources cachées. Vous devez ralentir votre rythme.
Vous êtes tenace, c'est très apprécié. L'expérience d'une personne plus âgée vous permet de prendre une excellente décision ou de voir plus clairement votre potentiel, histoire de le rentabiliser.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne vous laissez pas envahir par les idées confuses qui fusent spontanément. Agissez selon vos priorités. Un manque de sommeil ralentit votre énergie, il serait temps de penser à vous coucher plus tôt.
C'est avec bienveillance que vous saurez convaincre et remonter le moral de votre entourage. Vous serez utile à ceux que vous aimez grâce à vos judicieux conseils. On vous écoute avec votre bonne humeur qui vous caractérise aujourd'hui.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous aurez envie de faire sauter des barrières. Ne mettez pas la charrue avant le reste et mettez les formes. Il y a trop de stress autour de vous, vos véritables limites sont là, cherchez plutôt le calme et le repos moral.
Le climat ambiant vous pousse à aller de l'avant, à vous éloigner des difficultés, à sortir de votre cadre établi et à vous lâcher. C'est le moment ou jamais de faire part de vos envies, de vos idées et de profiter des joies de l'existence.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Le passé revient à vous sous la forme d'une rencontre, d'un courrier, appel téléphonique. Des signes de fatigue se font sentir, vous pourrez vous permettre de lever le pied sans nuire aux affaires courantes, n'hésitez pas à le faire.
Aujourd'hui, votre bonne humeur et votre humour seront vos meilleurs atouts pour obtenir tout ce que vous voulez. Alors, profitez-en pour exposer vos idées, vos envies, partager vos messages, défendre vos points de vue, négocier ou trouver un arrangement.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vous allez pouvoir améliorer votre situation. Votre vision sera plus objective. Votre activité revue à la hausse sera susceptible de vider vos réserves par à-coups épuisants, gérez correctement vos réserves pour tenir la distance.
Vous éprouvez de l'amertume. Vous ne vous sentez pas d'attaque pour affronter les petits aléas de la vie. Votre quotidien vous étouffe, vous avez besoin de dépaysement mais vous n'êtes pas d'humeur à rêver à un renouveau.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com